



## SOCIÉTÉ

# CAMILLE LEPAGE

## UN ASSASSINAT SUR FOND DE RÈGLEMENT DE COMPTE ENTRE ANTI BALAKAS ET ÉLEVEURS PEUHLS.



**GROUPES ARMES ET TRANSNATIONALISME - p4**

**DES ECOLES PUBLIQUES DESESPEREMMENT**

**VIDES A BANGUI - p9**

**NOTRE AGENDA-p11**

# CAMILLE LEPAGE:

## UN ASSASSINAT SUR FOND DE RÈGLEMENT DE COMPTE ENTRE ANTI BALAKAS ET ÉLEVEURS PEUHLS.

**D**ans les préfectures de l'Ouham-Pendé et de la Nana-Mambéré, aux confins du Cameroun, les éleveurs peuhls ont payé un lourd tribut du fait des représailles de la milice anti-balaka.

Les peuhls ayant survécu aux représailles récurrentes ont franchi la frontière pour se réfugier dans les localités voisines au Cameroun, sans leur cheptel dont l'essentiel a constitué le butin de guerre des anti balakas.

Il se trouve que ces troupeaux sont la propriété de gros éleveurs, les hardos installés au Cameroun dont un des plus influents est Bouba RAYI, un des grands perdants des affrontements inter communautaires dans les communes d'élevage de l'Ouham-Pendé et de la Nana-Mambéré.

C'est dans cet environnement sécuritaire hors de contrôle où les Antibalakas étaient informés et conscients des menaces et des risques élevés d'affrontements que s'est joué le drame qui a ôté la vie à Camille Lepage. C'est en connaissance de cause et avec une certaine assurance que les anti balakas ont pris sur eux la lourde responsabilité d'accompagner la photo journaliste pour son reportage.

Dans les environs du village Fambélé situé entre Gallo et Abba, les taxis motos dont l'un transportait Camille, étaient tombés en plein dans la fusillade. Deux taxis motos sur les quatre ont pu rebrousser chemin pour demander du renfort au groupe d'anti balakas véhiculé. C'est à bord de ce véhicule que les éléments de Sangaris ont découvert les 5 corps sans vie dont celui de Camille Lepage, victime du banditisme transfrontalier en ce jour du 13 mai 2014.





Cette connection entre éleveurs peuhls et groupes armés en Centrafrique avec une dimension transfrontalière, s'apparente à celle observée sous d'autres cieux précisément au Nigéria entre Boko Haram et les éleveurs fulani impliqués dans les actes criminels au Nigéria.

C'est aussi dans cet environnement de hors la loi que les peuhls centrafricains continuent de vivre leur calvaire.

D'après les informations recueillies par notre correspondant à Bouar, les communautés peuhles qui n'ont pas réussi à fuir au Cameroun vivent un véritable calvaire.



Au courant des deux derniers mois d'avril et Mai, plus de six cent (600) éleveurs peuhls mbororo Djafouns ont été forcés de sortir de la brousse par les Antibalaka, qui ont confisqué et parqué tous les bœufs dont disposaient les éleveurs. Le responsable de cette communauté Hardo LAIDO confirme une perte de plus de cinq mille (5000) têtes de bœufs, abattus à coup fusils ou de grenades offensives. Ces grenades ou « poires chinoises » stockés dans des containers au camp militaire de Bossembélé et au camp Béal à Bangui, tombés sous le contrôle des combattants de la séléka en mars 2013, profilèrent partout dans le pays et vendues 200 à 500 FCFA l'unité ! Cette viande est écoulee sur tous les marchés de la capitale et aux abords des voies publiques. Elle est consommée par la population dont une partie n'ignore pas la provenance encore moins l'origine criminelle des produits.

Pendant ce temps, les peuhls complètement dépourvus de moyens de subsistance sont exposés à la famine, aux maladies et à la mort. En plus certaines femmes peuhles seraient transformées en esclaves sexuels par les anti balakas et les proches qui tentent de s'opposer au viol de leurs épouses ou de leurs filles sont battus à mort. Les peuhls dans cette région avaient déjà subis les mêmes humiliations du temps où la séléka contrôlait toutes les localités de la Nana-Mambéré. En ce temps, ces souffrances et ces cris de détresse des peuhls étaient si silencieux qu'aucune action n'avait été envisagée pour leur porter assistance.

En tant que minorité exposée et menacée, les peuhls djafouns qui sont des centrafricains, sollicitent urgemment la protection de la communauté internationale en l'absence de l'Etat.

Rappelons que les peuhls sont arrivés en RCA en 1924 dans cette partie ouest de la RCA qui fut sous le contrôle de l'Allemagne. Installé dans la commune de Degaulle, actuelle Kouï, les colons français organiseront dans les années 1930 leur déploiement au centre notamment dans la préfecture de la Ouaka où des communes d'élevage furent créées par l'administration.

*De notre correspondant M. NATHANAEL dans la Nana-Mambéré.*

## RETROSPECTIVE POUR MIEUX COMPRENDRE LE PRESENT

*SANGO vous propose un extrait de l'étude intitulé « Aux marges du monde, en Afrique centrale... » fruit d'une réflexion du chercheur Roland Marchal, spécialiste de la RCA, dans la série des Études du CERI. N° 153 - 154 - mars 2009 - pp 32-39.*

*Pour lire l'ensemble de l'étude, utiliser le lien suivant:*

*[http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude153\\_154.pdf](http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/etude153_154.pdf)*

# GROUPES ARMES ET TRANSNATIONALISME DANS LA ZONE DES TROIS FRONTIERES

L'examen des groupes armés qui ont essaimé, pendant la période contemporaine, dans le terroir défini en introduction (République centrafricaine et ses zones frontalières) incite à revenir rapidement sur un certain nombre de caractéristiques tout en mettant à distance certaines lectures contestables.

Ces groupes armés se constituent souvent dans un double mouvement de dissidence. D'une part, la dissidence se construit face à un Etat pas ou mal représenté et dont l'action est perçue comme biaisée, violente et prédatrice.

Même si ce genre de qualification est typique des raisons traditionnellement invoquées par les groupes d'opposition pour prendre les armes, on peut estimer que les régimes politiques qui se sont succédés au Tchad et en République centrafricaine depuis les années 1980, en dépit de différences significatives, ne sont pas si éloignés de cette description approximative.

D'autre part, la dissidence se fait dans un rapport à la frontière qui fournit aux groupes la possibilité

du sanctuaire, l'assurance d'un approvisionnement vital, la capacité de recruter dans la parentèle élargie. On fait la guerre à l'Etat, peut-être pour le contrôler, mais on le conteste en même temps radicalement en se construisant comme un mouvement transnational, qui de manière principielle se sustente d'une économie politique de la frontière. C'est sans doute là l'intérêt du travail de Janet Roitman, même si elle choisit de n'en considérer qu'une des facettes, la récurrence de l'incivisme fiscal.

Le malentendu à éviter est aussi d'une double nature. En premier lieu, il serait erroné de ne concevoir ces groupes que comme des mouvements à base ethnique transnationale. Leur réalité sociologique dépasse souvent ce cadre strict et, surtout, la mobilisation ne se fait pas à ce niveau mais en fonction de logiques de terroir agrégées aux effets de sédimentation des épisodes violents qui ont eu lieu dans la zone. Par ailleurs, les politiques concrètes mises en œuvre par les appareils d'Etat des deux côtés de la frontière jouent un rôle essentiel, au point que les enjeux sont souvent réinscrits en

termes de citoyenneté, d'accès à l'administration locale, de rapports de subordination vis-à-vis d'autres groupes dont les places au sein de la hiérarchie de l'autochtonie sont l'objet d'âpres controverses (ainsi le débat sur l'autochtonie au Dar Sila, à l'est du Tchad, ou le discours récurrent aujourd'hui sur les peuples de la savane versus les peuples de la rivière en RCA).

La dimension proprement politique est donc essentielle, quand bien même elle demeure subsumée sous les pratiques prédatrices des nouveaux acteurs armés.

Dans tous les cas, il est tentant de revenir à une interprétation historique « sauvage » qui souligne combien les pôles de pouvoir dans la période précoloniale ont été constitués par des entités, donc des groupes sociaux ou militaires qui ont toujours été positionnés des deux côtés des frontières étatiques actuelles. On pourrait ainsi faire l'hypothèse d'une véritable concaténation de périodes historiques où la lutte armée serait l'une des expressions de la compétition de ces marges pour retrouver un rôle central. La formule introduite dans l'introduction de « cristallisation régressive des

constructions étatiques de la région » visait également à faire sens de cette situation.

Considérons à présent dans le détail deux cas de tels mouvements armés, eu égard au terroir historique qui a été défini en introduction. Si nous n'avons pas retenu ici le mouvement armé ancré sur la zone des trois frontières, alors qu'il constitue un paradigme de la situation étudiée, c'est parce qu'il nous a semblé un peu vain de s'appuyer essentiellement sur des données de seconde main et qu'il était important également de rappeler l'importance que le Darfour a eu dans l'équation régionale des mouvements armés, hier et aujourd'hui.

La République du Logone : rêve, réalité, fantasme

Les conditions d'émergence de l'idée d'une République du Logone rassemblant des territoires tchadiens et centrafricains sont paradoxalement nées de la réconciliation du général Félix Malloum avec Hissène Habré lors de discussions qui se sont tenues à Khartoum en 1978.

Si cet accord a ouvert la porte de la primature à Hissène Habré, il a marginalisé le colonel Abdelkader Kamougué, déchu de son poste de ministre des Affaires étrangères et nommé à la tête de la gendarmerie nationale.

Hissène Habré, arrivé à N'djamena avec une partie de ses troupes mais dépourvu de base sociale dans la capitale, a rapidement déstabilisé les élites sudistes qui s'estimaient jusqu'alors les seuls véritables représentants de l'Etat tchadien.

En février 1979, des incidents éclatent au lycée Félix Eboué à N'djamena à la suite de la prise d'Abéché, et dégénèrent rapide-

ment. Ces incidents vont donner corps à des revendications de partition ou d'autonomie du sud du Tchad (sans d'ailleurs qu'il y ait simultanément un discours politique des élites du nord de la République centrafricaine sur un thème analogue).

Dès le 25 février 1979, des quartiers entiers de la capitale tchadienne se vident de leur population qui retourne au village pour fuir des massacres dont l'ampleur est sans doute grossie. C'est sur la base de cet événement traumatique que se bâtit la légitimité de cette revendication autonomiste ou séparatiste – et cela, en dépit d'une fragile réconciliation née de la création du Gouvernement d'union nationale du Tchad (GUNT) quelques mois plus tard.

Elle reprend corps lors du retour de Hissène Habré, le 7 juin 1982, dans la capitale tchadienne par un nouveau cycle de combats contre les Codos et leurs alliés issus de factions du GUNT (1982-1984) – notamment le Conseil démocratique révolutionnaire (CDR) dirigé alors par Ahmat Acyl.

Ces années, aujourd'hui oubliées, sont pourtant essentielles dans l'histoire de la guerre civile tchadienne car elles marquent l'émergence de nouveaux acteurs armés et de nouveaux rapports de forces entre communautés, certaines décidant alors de rentrer pleinement dans le conflit et de ne plus y être associées à la marge. Par exemple, les Zaghawa, groupe du président actuel Idriss Déby, avaient jusqu'alors été faiblement engagés dans la guerre civile.

La figure la plus importante de la communauté était, dans les années 1970, le président de l'Assemblée nationale, Abou Nassour (apparte-

nant au sous-groupe des Kobé), qui était resté légitimiste durant toutes les crises de la décennie et qui avait joué un rôle très positif dans la scolarisation des enfants de sa communauté (c'est grâce à lui qu'un des frères aînés d'Idriss Déby avait pu fréquenter l'école). Certes, les Zaghawa étaient aussi présents du côté des insurgés. Ainsi, le chef d'état-major d'Abba Sidick était Zaghawa. Cependant, il revenait à une faction conduite notamment par Hassan Djamous, Idriss Déby, Ibrahim Mahamat Itno d'obtenir le basculement massif de leur groupe ethnique dans la guerre du côté de Hissène Habré jusqu'à la tentative de coup d'Etat d'avril 1989.

Mais les zaghawa n'étaient pas le seul groupe à s'impliquer alors dans le conflit, tant il est vrai que, à cause de l'approfondissement de la crise politique et de la récurrence des négociations factionnelles, chacun avait conscience que tout groupe ayant une expression politico-militaire pourrait obtenir « sa » part du gâteau national. C'est aussi à ce moment-là que les Arabes du Salamat qui étaient restés en dehors de la guerre civile jusqu'alors, parce qu'ils n'avaient pas grande sympathie pour le Frolinat à l'inverse des Arabes du Batha, y entrèrent sous la direction d'Ahmat Acyl, pourtant originaire de Ati, capitale du Batha. Comme les Zaghawa, ils sont encore aujourd'hui des acteurs essentiels de la crise régionale, malgré des ralliements significatifs.

En Centrafrique, l'histoire contemporaine des mouvements armés débute à la fin de l'ère Bokassa et souligne l'importance de la Libye dans le jeu régional d'alors.

En 1978, un mouvement de l'opposition centrafricaine, le Mouvement centrafricain pour la

libération nationale (MCLN), dirigé par le docteur Rudolph Idi Lala, recrute quelques dizaines de jeunes qui sont envoyés en Libye pour y acquérir une formation militaire et renverser le régime de l'empereur Bokassa.

Las, les Français prennent les devants. Aussi en 1979, ces jeunes Centrafricains sont-ils envoyés au Tchad pour appuyer Goukouni Oueddeï, alors président du GUNT, dont les sympathies pro-libyennes sont connues de tous. En 1980, une partie de ces hommes arrive néanmoins avec armes et bagages en République centrafricaine.

Le gouvernement centrafricain de l'époque impute au MCLN l'attentat du cinéma « Le Club » de juillet 1980 qui fait un mort et plusieurs blessés.

En RCA, la nouvelle présidence David Dacko (qui avait lui-même débarqué avec les Français lors du renversement de Bokassa) s'essouffle rapidement, et David Dacko abandonne une nouvelle fois le pouvoir sans résistance lors d'un coup d'Etat organisé par le général André Kolingba. Au Tchad, lorsque Hissène Habré entre dans N'djamena en juin 1982, de nombreux partisans du GUNT fuient vers la République centrafricaine, outre les Sudistes, les Hadjarai, quelques Toubous et les Arabes (surtout ceux originaires du Salamat dont il faut dire combien ils sont liés par l'histoire au nord de la RCA, le Dar Rounga...).

Tous ces hommes passent en Centrafrique avec leurs armes qu'ils cachent chez leurs parents. Les Tchadiens du Sud, partisans du colonel Kamougué, se replient également avec armes et bagages en République Centrafricaine au gré des offensives menées par les forces de Hissène Habré.

Les relations entre N'djamena et

Bangui sont excellentes, d'autant que André Kolingba ne veut pas de problèmes avec son puissant voisin au Nord. En effet, depuis 1979, la Centrafrique est devenue un élément important dans le dispositif français pour contenir l'influence libyenne.

Les avions de guerre français sont en effet sanctuarisés en RCA (ils ne le sont plus au Tchad où la chasse libyenne peut, au moins en théorie, les atteindre). On imagine donc mal les autorités françaises indifférentes aux relations entre les deux pays...

Après la prise du pouvoir par Kolingba, la première tentative de coup d'Etat, menée par le général Mbaikoua et des militants du parti d'Ange-Félix Patassé, ancien Premier ministre de Bokassa, le MLPC (dont Jean-Jacques Démafouth mais aussi François Bozizé sont alors membres), échoue en mars 1982. Les opposants s'enfuient au Bénin puisque Mathieu Kérékou, son président « progressiste », y accueille alors les dissidents du camp occidental en Afrique. Les bonnes relations entre le Tchad et la RCA valent à Jean-Jacques Démafouth (qui se réfugie d'abord au Tchad) d'être emprisonné, avant de s'échapper au bout de quelques mois au Cameroun, et de s'installer au Bénin où il loge près de la maison de Facho Balam (alors ex-GUNT). Comme le leader libyen a dès cette époque une réelle admiration pour Ange-Félix Patassé dont les talents de tribun sont déjà remarquables, l'aide ne se tarit pas malgré cet échec. Le MLPC essaie de constituer un front armé sanctuarisé dans le sud du Tchad et actif au nord de la République centrafricaine, notamment dans la zone de Markounda (préfecture de l'Ouham), avec d'anciens militaires tchadiens et les Codos.

La Libye, à la demande du général Kamougué et du MLPC, parachute des armes dans cette région en 1983.

Outre Kamougué, ces quelques dizaines d'insurgés ont alors des rela-

tions avec Laokein Bardé et Négoué Djogo. La situation au sud du Tchad les incite à poursuivre dans cette voie car les Codos les aident, leur offrent l'hospitalité dans leurs campements et leur donnent une formation militaire et de guérilla. De fait, ils ont les mêmes ennemis :

André Kolingba, très proche de Hissène Habré, empêche autant qu'il le peut une installation de rebelles tchadiens sur le territoire centrafricain.

C'est dans cette convergence que germe l'idée d'une République du Logone. Dans les années 1990, c'est pour contrer ce projet, pourtant peu en prise avec les enjeux politiques réels de la plupart des acteurs, que des campagnes de répression sont menées de part et d'autre de la frontière. Paradoxalement, c'est au début des années 1980 que sa réalité politique a été la plus importante (même si elle est restée relativement faible). Cette revendication, authentique ou perçue comme telle, resurgit lors des différentes rébellions au sud du Tchad dans les années 1990. C'est d'abord le cas avec Moïse Ketté qui, après sa tentative de coup d'Etat manquée en février 1992, opère dans la région du Logone orientale près des champs de pétrole de Doba mais visite fréquemment la Centrafrique. Puis c'est Laokein Bardé qui entre en dissidence en 1994 dans la zone de Moundou mais se replie avant son assassinat, en mai 1998, dans le massif de Bakoro en RCA, sans évoquer en détail la tentative vite avortée du groupe armé de Mahmoud Ngawara Nahor en 1997.

Lors de la chute de Hissène Habré en 1990, nombre de ses

combattants fuient vers la Centrafrique avec leurs armes. Ainsi, un bataillon composé de près de sept cents Goranes (groupe ethnique de Hissène Habré), basé à Sarh, pénétre en RCA.

Le gouvernement centrafricain de l'époque ne peut le désarmer. Ces hommes s'installent à demeure au milieu de la population. Un réseau de trafic d'armes légères se constitue avec les responsables des différentes communautés tchadiennes dans le but de racheter toutes ces armes pour les revendre d'une part aux mouvements d'opposition tchadiens, d'autre part aux convoyeurs de boeufs qui transitent entre le Tchad et la République centrafricaine pour leur protection contre les paysans centrafricains. Les différentes campagnes de démobilisation au Tchad permettent aux militaires tchadiens déflatés ou, dans le vocabulaire local « ajustés » de devenir des convoyeurs de bœufs afin de venir en Centrafrique vendre des armes et/ou intégrer des mouvements d'opposition. D'autres optent pour le braconnage et sévissent avec les armes dans les réserves cynégétiques de la République centrafricaine.

Ange-Félix Patassé, s'il a été démocratiquement élu en 1993, sait devoir affronter un appareil d'Etat profondément modifié par les années de règne de son rival battu, André Kolingba. En particulier, la domination du groupe ethnique de l'ancien président au sein de la garde présidentielle et de l'armée constitue un problème immédiat. Les émeutes de 1996 et 1997 auraient sans doute été bien moins violentes si Ange-Félix Patassé avait traité rationnellement de ce qui était d'abord un mécontentement corporatiste non dénué de justifications. Malheureusement, la culture politique léguée par les

années de règne de Jean-Bedel Bokassa imprègne les actes d'un homme politique qui ne peut se fier à l'armée dont il a hérité, et ce d'autant moins que son entourage veut régler des comptes avec Kolingba. Le conseiller spécial français des années 1980, Jean-Claude Mantion, a laissé des structures qu'il n'entretenait pas et n'utilisait pas à son profit. Ce choix se révèle désastreux pour lui lors des mutineries. Les militaires insurgés prennent le contrôle des armureries qu'ils pillent. Les armes remises à ces miliciens proviennent pour l'essentiel de l'armurerie de la garde présidentielle et de la Libye qui achalande régulièrement en armes et munitions la présidence de la République. Craignant de tout perdre, Ange-Félix Patassé fait également appel aux Tchadiens pour se battre à ses côtés contre les mutins. Cette communauté est assez nombreuse du fait de la répression menée par l'armée gouvernementale contre les rebellions au sud du Tchad et du fait des réfugiés des épisodes plus anciens de la guerre civile tchadienne.

Cette implication de la communauté tchadienne dans le maintien de l'ordre en République centrafricaine ne va plus cesser.

Comme nous l'avons montré plus haut, les événements au Zaïre et en RDC jouent également un rôle pour alimenter une atmosphère de déstabilisation.

La chute de Mobutu entraîne bien évidemment la dissolution de la garde spéciale présidentielle, le pillage des armureries dans la région de l'Equateur, notamment à Gbadolite, et la vente d'une partie de cet équipement militaire de l'autre côté de la frontière.

De la même manière, le pillage des arsenaux lors des émeutes de

1996 à Bangui permet de dynamiser le trafic d'armes non seulement vers le Soudan, le Congo-Brazzaville, mais aussi à l'intérieur de la République centrafricaine.

La crise rebondit en 2001. Dans un premier temps lors de la tentative de coup d'Etat du 28 mai, qui provoque le départ en exil vers la République démocratique du Congo de plusieurs centaines de soldats et de gendarmes acquis à André Kolingba.

Puis en novembre 2001, lorsque le général François Bozizé quitte le pays après avoir méthodiquement pillé la plus importante armurerie de Bangui. Ce nouvel opposant fait face à un réel problème de main-d'oeuvre : les Yakoma, partis au printemps après l'échec du coup d'Etat de Kolingba, n'entendent pas revenir de leur exil congolais pour combattre pour lui ; il appartient au même groupe ethnique que Patassé et ne peut donc escompter une mobilisation forte en sa faveur. Bozizé contacte d'abord ses amis officiers sudistes tchadiens qui ne se montrent pas enthousiastes compte tenu des bonnes relations qu'ils entretiennent avec Patassé.

Sans doute sur le conseil de ses amis français, (dont Jeannou Lacaze), il se retourne alors directement vers Idriss Déby. Celui-ci confie aux officiers (déployés en RCA dans le cadre de la Misab et la Minurca) la tâche de lui constituer un groupe armé. Parmi ces officiers, on compte notamment Daoud Soumain, officier hadjarai, qui devient chef d'état-major en 2006 et meurt dans les combats contre les rebelles tchadiens le 2 février 2008. La suite de l'histoire des libérateurs est contée dans l'excellent article de Marielle Debos.

D'une certaine manière, l'essentiel des chefs politico-militaires au sein de l'opposition armée au régime de

François Bozizé en 2005 sont déjà actifs au moment de la prise de pouvoir de ce dernier, quelquefois même à ses côtés. Pour être rapide, rappelons que Patassé a fait appel à Abdoulaye Miskine en 2001 pour, dans un premier temps, le défendre, puis pour mener la guerre contre les partisans de Bozizé dans le nord de la RCA.

Abakar Saboune dirige une des factions qui combattent au nord-est de la Centrafrique depuis la fin 2005. Après un bref séjour au Tchad où la médiation d'Idriss Déby n'a pas été concluante, il a repris la lutte armée. Il est un ex-libérateur qui a combattu aux côtés de François Bozizé avant de devenir l'un des dirigeants des émeutes revendicatrices en avril 2004.

L'histoire ne s'arrête pas. Il faut maintenant expliquer la raison pour laquelle les forces tchadiennes ont accompagné Bozizé et ses quelques combattants centrafricains jusque dans la capitale alors que le régime était pratiquement défait, et évoquer l'un des nombreux mouvements de l'opposition armée tchadienne, conduit par Adoum Yakoub Koukou.

Celui-ci a déjà une longue carrière derrière lui lorsqu'il rallie le mouvement du Docteur Bachir Idriss, le Front national du Tchad (FNT). En août 1993, un massacre avait été commis sur le marché de Gni-guilim : au moins quatre-vingt-deux personnes avaient été tuées et une centaine d'autres blessées au cours d'un acte de vengeance commis par des soldats zaghawa. Cet incident avait redonné une nouvelle vie au FNT car Idriss Déby, craignant une radicalisation des ouaddaïens juste après la Conférence nationale souveraine, avait mené une répression sans merci. Sans surprise, il avait ainsi enclenché un nouveau cycle de mobilisations guerrières,

qui s'était traduit notamment par l'attaque d'Abéché en janvier 1994. C'est ce groupe que rejoint alors Adoum Yakoub. Sans revenir ici sur l'histoire de ce mouvement en tout point commune avec celles de bien d'autres groupes armés, la branche dirigée par Adoum Yakoub se range aux côtés du MPLS de John Garang. C'est sur cette base que ses militants se retrouvent, en 2003, à Bangui, pour une réunion avec les sympathisants restés au Tchad ou à sa périphérie directe.

Notons pour la petite histoire que les troupes du groupe d'Adoum Yakoub combattent à partir de 2003 aux côtés du MLS d'Abdelwahid al-Nour et lui auraient même sauvé la vie. Il faudra de longues années à la sécurité soudanaise pour se convaincre de dialoguer avec cet opposant : ce ne sera le cas qu'à partir de l'été 2007.

Il existe une explication alternative à celle couramment donnée sur les livraisons d'armes de Khartoum dans le nord-est de la Centrafrique : celles-ci pourraient avoir été acheminées d'Ouganda au nord de la RDC avant d'être livrées par un autre appareil au nord-est de la RCA et seraient liées au groupe d'Adoum Yakoub... Vrai ou non, ce scénario n'est pas impossible et en dit long sur les calculs des Etats de la zone ainsi que sur les rapports ambigus entretenus par certains mouvements armés et les Etats qui les ont protégés à un moment ou à un autre de leur existence mouvementée....

Ainsi, la République du Logone apparaît à la fois comme un fantasme qui a été mobilisé à différents moments par des chefs d'Etat pour justifier la répression (typiquement Hissène Habré après juin 1982), comme une alternative étatique à un Etat centralisé (le modèle fédéral, serpent de mer

de la politique sudiste tchadienne), comme un dispositif d'alliances opportunistes (Patassé avec Adoum Yakoub mais pas avec Laokein Bardé ou Moïse Kette), et comme une remise en cause de légitimité dans les arènes politiques nationales (Jean-Jacques Demafouth accusé à l'automne 2008 par les proches de Patassé d'inscrire ses ambitions non dans un cadre centrafricain mais dans la promotion de ladite République). Ainsi, dans toutes ces déclinaisons, la République du Logone demeure un dispositif discursif mobilisé pour parler du transnational et du besoin d'Etat.

Extrait publié avec l'autorisation de l'auteur.



## Education

### DES ECOLES PUBLIQUES DESEPEREMMENT VIDES A BANGUI.

*Des centaines d'enfants « scolarisés » sous des tentes sur le site du Monastère à Bangui dans le 4ème arrondissement alors qu'à moins de 500 mètres de là, des écoles primaires sont laissées à l'abandon.*

**A**u Monastère, des centaines d'enfants agglutinés sous des tentes de bâches et assis pratiquement à même le sol sont en cours de scolarisation. Cette activité de maintien se justifiait au temps fort de la crise ou le site du Monastère, situé dans le 4ème arrondissement a accueilli plus de 40 000 personnes déplacées dont des femmes et des enfants.

Toutes les écoles de la capitale étant fermées, il fallait faire appel à des enseignants eux-mêmes déplacés sur ce site pour regrouper et organiser des activités avec les enfants. Cette activité se poursuit jusqu'à ce jour avec l'appui des ONGs internationales et de l'Unicef.

Depuis le mois d'avril, la quasi-totalité des personnes déplacées du monastère a quitté le site qui compte à peine cent (100) personnes présentement. Mais les enfants continuent d'être maintenus alors que logiquement, les actions doivent aller dans le sens d'un accompagnement vers les écoles publiques environnantes.



*Des élèves dans un camp de déplacés à Bangui, février 2014. ISSOUF SANOGO/AFP*

Dans cet arrondissement relativement calme, seule l'école Monseigneur Aloys KOBES communément appelée Saint Bernard, du nom de la paroisse a repris un fonctionnement normal.

Les écoles publiques Ndress 1 et 2 sont désertées précisément l'école Ndress 2, située à 500 mètres du monastère est laissée à l'abandon. Deux des six bâtiments dont une partie des toitures est emportée par un ouragan nécessitent des travaux de remise en état pour sauver les tables bancs des pluies et de l'humidité.

L'école chinoise (parce que construite par la Chine) est transformée depuis décembre 2013 en une base des anti balakas.

D'après Madame le Maire de l'arrondissement, interrogée sur cette situation, des organisations ont été sollicitées et des visites ont été effectuées mais aucune suite n'a été donnée. Pendant ce temps, les enseignants à l'instar des autres fonctionnaires continuent de percevoir leur salaire payé grâce à l'appui de la communauté internationale en contrepartie on ne sait de quel service rendu aux enfants qui attendent la reprise normale des enseignements.

## **Cohésion sociale :**

### **Au-delà des opérations militaires La Sangaris et la MISCA préparent les anti-balaka de la localité de Sibut à la réinsertion dans la vie normale**

La Sangaris et la MISCA formeront par petits d'une trentaine de jeunes anti-balaka aux techniques de secourisme, à la maçonnerie, menuiserie, mécanique et électricité. Ces formations seront assurées par des formateurs locaux appuyés par les éléments de la Sangaris, de la MISCA. Chaque groupe de trente jeunes sera formé pendant un mois suivant son choix du métier.

Cette initiative pilote, pourrait préparer le terrain à un programme multipartenaire plus vaste de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) sur l'ensemble des régions occupées par les différents groupes armés ex-séléka et anti balakas. La démobilisation et la réintégration des jeunes engagés par les milices est un défi majeur à relever pour le retour à une paix durable en RCA.

## **Oser la Réconciliation nationale !**

### **Lancement officiel du Plan d'urgence de la réconciliation nationale le 21**

La cérémonie a été organisée en deux temps, dans la matinée avec les ambassadeurs et les représentants des organisations internationales et dans l'après midi avec les représentants des ONG nationales et internationales.

La Ministre de la Communication et de la Réconciliation Nationale, Madame Antoinette Moussa Montaigne a présidé cette cérémonie du lancement officiel du plan d'urgence de la réconciliation nationale.

La matrice du plan détaillé des actions d'urgence de la réconciliation nationale pour la période de juin à décembre 2014 a été présentée à l'assistance par le Directeur Général de la Réconciliation nationale M. Marius BOKPAKA

Les actions d'urgence tirées de la stratégie nationale de réconciliation en cours de validation par les autorités de la transition comportent quatre axes prioritaires:

- 1) La dissémination urgente de messages politiques sur les questions sécuritaires, d'impunité, de paix et de réconciliation,
- 2) La poursuite et l'intensification du dialogue avec les groupes armés et leurs dirigeants,
- 3) La transformation des dynamiques intergroupes dans des zones prioritaires,
- 4) L'engagement immédiat de dialogue direct avec les populations déplacées à l'intérieur du pays et réfugiées à l'étranger.

Afin d'appuyer les efforts du gouvernement de transition pour la réconciliation nationale, le PNUD se positionne pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de la réconciliation nationale en prenant en compte dans l'immédiat le plan d'urgence, à travers le projet d'appui au processus de réconciliation nationale pour une paix durable en RCA.

Ce projet a fait l'objet d'une revue par la partie nationale notamment le Ministère de la Communication et de la Réconciliation nationale et le Ministère de l'Economie, du Plan et de la coopération internationale afin d'y intégrer la vision, et les orientations du gouvernement de transition et mettre le projet en cohérence avec la stratégie de réconciliation nationale.

La rédaction



## **LA DEGRADATION DE LA SITUATION SECURITAIRE A BANGUI**

L'Eglise Notre Dame de Fatima située dans le 6ème arrondissement a été attaquée à la veille de l'Ascension du Christ dans la soirée du 28 mai par un groupe d'hommes armés. 15 personnes ont été abattues dans l'église parmi lesquelles l'Abbé Paul-Emile Nzalé, décédé juste après, des suites de blessures par balle. Pendant l'attaque, des jeunes dont le nombre reste à déterminer auraient été enlevés et conduits vers une destination inconnue et seraient exécutés. Des barricades sont érigées partout en ville. Cet incident soulève l'épineuse question de la présence de miliciens armés sur les sites des personnes déplacées, qu'il s'agisse des mosquées, d'églises ou de l'espace aéroportuaire. Dans tous les deux cas, les populations civiles, souvent otages des miliciens sur ces sites sont les premières victimes collatérales des affrontements.



## **NOTRE AGENDA**

# **FORUM DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE CENTRAFRIQUE**

Prévu à Bangui du 18 au 21 juin 2014

Avec l'appui technique et financier du **CEFD d'ACORD**

La crise actuelle qui prolonge les conflits armés récurrents que la RCA a connus a négativement impacté la cohésion et affaibli l'Etat et les capacités de résilience de la population.

L'analyse causale de ces crises politico-militaires met en évidence un certain nombre de facteurs parmi lesquels, le déficit de gouvernance, la déliquescence du système de sécurité et de justice, ainsi qu'une déstructuration du capital social avec en toile de fond une pauvreté extrême des populations, singulièrement des populations rurales dont certaines vivent sur des parties du territoire oubliées par l'Etat depuis de nombreuses années.

Cette situation interpelle les organisations de la société civile qui ont besoin en cette période de transition de se positionner comme une réelle force de proposition dans un contexte où tout est à reconstruire.

Or, cette société civile recèle des faiblesses organisationnelles qui ne lui permettent en l'état actuel de relever ce défi de positionnement comme une alternative crédible par rapport aux forces politiques afin de répondre aux attentes des populations.

Un rôle plus accru de la Société civile est plus qu'attendu pour aider à la reconstruction de la paix et de la cohésion sociale mises à mal par l'entêtement meurtrier et la voie sans issue sur laquelle se sont engagées les milices de tous bords que sont les anti balakas et les ex sélékas.

L'objectif général du Forum est de permettre aux acteurs de la Société Civile Centrafricaine de débattre des problèmes liés notamment à la construction de la paix et à la réconciliation et la nécessaire structuration des OSC centrafricaine pour plus d'efficacité et de visibilité dans leurs interventions en tant qu'acteur clé dans la résolution et la prévention des crises en RCA.

La société civile de Centrafrique devra désormais être en mesure de dire non aux positions qui sont aux antipodes de la non violence, du pardon, de la reconnaissance mutuelle et constructive de notre diversité et de l'alternance politique pacifique dont l'essence est une participation inclusive au processus démocratique.



---

Pendant trois jours, divers thèmes seront présentés en panel et discutés par les participants en atelier. Parmi les thèmes prévus on peut retenir:

- Les Organisations de la Société Civile centrafricaine face au défi de la paix et de la réconciliation nationale ;
- Regard des organisations de la société civile sur les dimensions de la crise actuelle ;
- La redynamisation des organisations de la société civile centrafricaine autour des principes et des valeurs de la vie associative, pour leur structuration dans une perspective d'efficacité, d'engagement citoyen et de visibilité ;
- Les défis de la cohésion sociale.

Le Forum sera organisé avec l'appui technique et financier du CCFD et d'ACORD. D'autres partenaires et organisations internationales approchés pourraient apporter un soutien financier et technique.

## **Mission des femmes leaders à Bossangoa dans l'Ouham.**

Cette mission est prévue en raison de l'arrivée massive des personnes déplacées en provenance des différentes communes de l'Ouham et présentes dans la ville de Bossangoa. Les femmes leaders conduites par Madame Béatrice Epaye, Représentante de la préfecture de l'Ouham au parlement de transition rencontreront les forces internationales, les ONGs et les autorités locales pour plus de sécurité et une meilleure couverture des besoins des personnes déplacées.